

**Stéphanie RENARD**

06 89 21 32 32

stephanie.renard@univ-ubs.fr

Née le 7 mai 1972 à Reims

Célibataire, deux enfants

## FONCTIONS, TITRES ET FORMATION

*Développement p. 2*

- Actuellement **Maître de conférences en droit public.** Faculté de Droit, des Sciences Économiques et de Gestion (DSEG), Université Bretagne Sud.
- 2008 **Doctorat de droit public.** Mention très honorable, félicitations du Jury (Université de Rennes I).  
Thèse : « *L'ordre public sanitaire* ». Prix Jean-Marie Auby de l'AFDS 2009.

## AXES DE RECHERCHE

*Développement p. 2-6*

Droit administratif : actes ; police administrative ; responsabilités ; contentieux administratif.

État de droit : mutations du droit public ; ordre public ; libertés et droits fondamentaux.

Santé publique : intervention publique ; risques et responsabilités ; éthique et déontologie.

## UNITÉ DE RECHERCHE ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Lab-LEX (Laboratoire de recherche en droit : EA 3150 - 3881- 4251).

Association Française de Droit de la Santé ; IFSA Ouest ; Société de Législation Comparée.

## ENSEIGNEMENTS

*Développement p. 6-8*

- 2014-2017 **Université Bretagne Sud. Faculté DSEG.**  
**Maître de conférences.**  
Directrice de la licence 3 droit.  
Cours magistraux de libertés fondamentales, de contentieux administratif et de droit administratif approfondi ; Préparation aux concours : fonction publique et professions de santé.
- 2012-2014 **Université Bretagne Sud. Faculté DSEG.**  
**Chargée d'enseignement contractuelle (contrat « LRU »).**  
Cours magistraux de libertés fondamentales et de contentieux administratif ; travaux dirigés en droit constitutionnel, contentieux administratif, droit des collectivités territoriales et droit des services publics ; Préparation aux concours.
- 2007-2013 **Institut universitaire catholique de Rennes / Université de Montpellier I.**  
**Chargée d'enseignement contractuelle.**  
Cours magistraux et travaux dirigés en droit administratif général, institutions administratives, introduction au droit public économique, droit administratif des biens, contentieux administratif, droit médical et de la santé, bioéthique et droit des patients.
- 1995-2011 **Université de Rennes I :**  
**2006-2011 :** *Enseignante vacataire.* Cours magistraux et travaux dirigés en droit public.  
**1998-2000 :** *ATER.* Travaux dirigés en droit public.  
**1995-1998 :** *Allocataire de recherche et moniteur de l'Enseignement Supérieur.* Travaux dirigés en droit public.

## RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET ACTIVITÉS CONNEXES

*Développement p. 8-9*

- Depuis 2017 **Responsable de l'axe « Vulnérabilité » du Lab-LEX,** site UBS (EA 4251).
- Depuis 2016 **Membre élue du Conseil de faculté DSEG,** de la **Commission recherche** de l'UBS, du **Conseil académique** (plénier, restreint et doublement paritaire) et de la commission de discipline « personnels » de l'UBS.
- Depuis 2014 **Directrice des études de la licence 3** de droit de la Faculté DSEG. Université Bretagne Sud.
- Depuis 2013 Comité de pilotage « Cercle éthique » du Centre Hospitalier de Bretagne-Atlantique, Vannes (56).
- Depuis 2007 Groupe de réflexion éthique de l'AUB-Santé, Saint-Grégoire (35).

## 1. Diplômes et parcours universitaire

---

### 1.1. Diplômes et parcours universitaires

- Depuis 2014 **Maître de conférences en droit public**, Université Bretagne Sud.
- 2012-2014 **Enseignant-chercheur contractuel** (LRU), Université Bretagne Sud.
- 2010 **Qualifiée** aux fonctions de maître de conférences par la section 02 du CNU.
- 2008 **Docteur en droit public**, mention « Très honorable, avec les félicitations du jury », Université de Rennes I.  
**Sujet de thèse** : *L'Ordre public sanitaire (Étude de droit public interne)*. Sous la direction de Madame Marie-Laure Moquet-Anger, Professeur à l'Université de Rennes I.  
Thèse soutenue le 24 juin 2008, devant un jury composé de Monsieur Francis CHAUVIN, Professeur à l'Université de Rennes I, Madame Maryse DEGUERGUE, Professeur à l'Université de Paris I, Monsieur Jean-Michel LEMOYNE DE FORGES, Professeur à l'Université de Paris II, Madame Marie-Laure MOQUET-ANGER, Professeur à l'Université de Rennes I, et Madame Aude ROUYÈRE, Professeur à l'Université de Montesquieu - Bordeaux IV.  
**Prix Jean-Marie Auby 2009** décerné par l'Association française de droit de la santé.  
**Compte-rendu de lecture** : X. DUPRÉ DE BOULOIS (chron. des thèses), *RFDA* 2010, p. 212.
- 1998-2000 **Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche**. Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I.
- 1995-1998 **Allocataire de recherche et moniteur de l'Enseignement Supérieur**. Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I.
- 1995 **Diplôme d'Études Approfondies de droit public** (allocation au mérite), avec la mention « Bien » (15,43/20) ; major de promotion. Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Rennes I.
- 1994 **Maîtrise en droit public**, avec la mention « Assez-Bien » (14,50/20). Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Rennes I.
- 1993 **Licence en droit**, avec la mention « Assez-Bien » (13,22/20). Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Rennes I.
- 1992 **DEUG de droit**. Centre juridique de l'Ouest. Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Rennes I.
- 1990 **Baccalauréat**, série A1, avec la mention « Assez-Bien ».

### 1.2. Formations complémentaires

- 1995-1998 Centre d'initiation à l'enseignement supérieur de Bretagne – Académie de Rennes.
- 1993 TOEFFL.

## 2. Travaux, recherches et publications

---

### 2.1. Ouvrages

- **La Dématérialisation des procédures administratives (direction)**, Paris, éd. Mare et Martin (à paraître).
- **Le Dossier médical. Guide pour la tenue, la protection et la communication des informations personnelles de santé**, Paris, 2010, éditions Weka, 188 p.
- **Responsabilités des personnels de santé (direction)**, Paris, éd. Weka, 2015.
- **Droits des patients et des résidents des établissements sanitaires et médico-sociaux (direction)**, Paris, éd. Weka, mars 2013 (ouvrage papier, 500 p. reliées, et électronique, 150 fiches).
- **Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé (direction)**, Paris, éd. Weka, 2009 (ouvrage permanent, formats papier et électronique).
- **La Lettre des Professionnels de Santé (directrice et rédactrice en chef)**, Paris, éd. Weka, 2008-2012 (revue mensuelle, papier).

## 2.2. Articles, notes et chapitres d'ouvrages

### 2.2.1. Droit de la santé – droit des patients

- « **Droit d'accès au dossier médical du patient mineur** », *Santé mentale*, Paris (à paraître).
- « **La responsabilité réparatrice** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8046.
- « **Que est le délai de prescription des actions en responsabilité ?** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8052 (à paraître en juin 2015).
- « **Les établissements et les professionnels de santé doivent-ils s'assurer contre le risque civil ?** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8054.
- « **La responsabilité civile médicale : définition, sources et fondements** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8069.
- « **Quelles sont les conditions d'engagement de la responsabilité hospitalière ?** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8084.
- « **Une faute civile peut-elle être présumée ?** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8102.
- « **Qu'est-ce qu'une faute médicale au sens de la jurisprudence administrative ?** », in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8108.
- « **Quels sont les différents types de fautes professionnelles ?** » (avec Jacques PETIT), in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8031.
- « **Quelles sont les sources de la responsabilité disciplinaires devant l'employeur ?** » (avec Jacques PETIT), in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, DPWK-8035.
- « **Quel est le contrôle du juge judiciaire sur les sanctions professionnelles ?** » (avec Jacques PETIT), in *Responsabilités des personnels de santé*, Paris, éd. Weka, 2015, DPWK-8027.
- « **Les personnes en fin de vie** » et « **Le décès du patient** » in *Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé* (Partie 4, chap. 6/2 et Partie 5, chap. 3), octobre 2013, éd. Weka.
- « **Le droit à des soins de qualité** » in *Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé* (Partie 4, chap. 4/3.1 à 4/3.4), janvier 2012, éd. Weka.
- « **La personne de confiance : pour quoi faire ?** », *Lettre des Professionnels de Santé (LPS)* n° 32, novembre 2011, p. 13-15.
- « **Un médecin sanctionné pour avoir délivré des remèdes illusoires** », note sous CE, 30 mai 2011, n° 339496, *LPS* n° 30, septembre 2011, p. 4-5.
- « **La responsabilité dans les établissements privés de santé** » in *Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé* (Partie 2, chap. 2/3.1 à 2/3.2), juillet 2011, éd. Weka.
- « **Le droit de consentir aux soins** » in *Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé* (Partie 4, chap. 4/2.1 à 4/2.6), mai 2011, éd. Weka.
- **Note sous Cons. cons., 11 juin 2010, n° 2010-2 QPC, Madame Viviane L., JCP A n° 6 du 7 février 2011, n° 2045** (Enfant né handicapé ; Préjudice « de naissance » ; Question prioritaire de constitutionnalité).
- « **Le droit à l'information médicale** » in *Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé* (Partie 4, chap. 4/1.1 à 4/1.6), janvier 2011, éd. Weka.
- « **La Cour de cassation et l'obligation d'information des patients** », *LPS* n° 20, août 2010, p. 4-5.
- « **Mesures d'ordre intérieur et personnel hospitalier** », *LPS* n° 19, juillet 2010, p. 7-10.
- **Note sous CE, 2 sept. 2009, n° 292783, Peignien, n° 292783, JCP A n° 23 du 7 juin 2010, n° 2186** (Information sur les risques nouveaux ; Obligation de rappel des patients).
- **Note sous CAA Nantes, 15 oct. 2009, Gadouche, n° 09NT00165, JCP A n° 23 du 7 juin 2010, n° 2186** (Secret médical ; Faute dans l'organisation et le fonctionnement du service).
- « **Confidentialité et secret en établissement de santé** », *LPS* n° 17, mai 2010.
- « **L'appréciation de la perte de chance liée à la faute médicale à l'hôpital** », *LPS* n° 14, février 2010, p. 4-5.
- **Note sous CAA de Marseille, 25 juin 2009, Centre hospitalier intercommunal de Toulon-La Seyne-sur-Mer, n° 07MA02024, JCP A n° 2 du 11 janvier 2010, n° 2209, p. 15-16** (Dossier médical ; Bandes d'enregistrement du SAMU ; Archives publiques ; Perte de chance d'obtenir réparation).

- **Note sous CAA de Paris, 4 mars 2009, n° 07PA00866, JCP A n° 2 du 11 janvier 2010, n° 2209, p. 19-20** (Vaccination obligatoire ; Responsabilité de l'État ; Incertitude scientifique ; Lien de causalité).
- **« La responsabilité des établissements publics de santé »** in *Guide des responsabilités juridiques et professionnelles des personnels des établissements de santé* (Partie 2, chap. 2/2.1 à 2/2.4), décembre 2009, éd. Weka.
- **« Pour la réforme de l'indemnisation des victimes d'accidents médicaux », LPS n° 11, octobre 2009, p. 7-10.**
- **« Grippe A/H1N1 : le dispositif français de réponse sanitaire à la menace pandémique », LPS n° 8, juin 2009, p. 7-11.**
- **Note sous CE, 6 août 2008, AP-HM, n°s 301012 et 312696, JCP A n° 15 du 6 avril 2009, chron. n° 2083, p. 26-27** (Responsabilité médicale ; Défaut d'information ; Risques exceptionnels ; Perte de chance ; Autonomie de la personne).
- **Note sous CE, 6 août 2008, Consorts d'H.c. AP-HP, n° 294453, JCP A n° 15 du 6 avril 2009, chron. n° 2083, p. 27-29** (Obligation d'information ; Suicide d'un patient ; Responsabilité médicale ; Coordination des soins).
- **Note sous CAA de Paris, 6 octobre 2008, M. et Mme L. c. AP-HP de Paris, n°s 07PA03630 et 07PA03717, JCP A n° 15 du 6 avril 2009, chron. n° 2083, p. 29-30** (Enfant né handicapé ; Conseil génétique ; Faute médicale caractérisée ; Information ; Lien de causalité ; Faute de la victime).
- **Note sous Cass. civ. 1<sup>ère</sup>, 8 juillet 2008, Époux X., n° 07-12.159, JCP A n° 15 du 6 avril 2009, chron. n° 2083, p. 30-31** (Obligation de soins consciencieux ; Erreur de diagnostic prénatal ; Préjudice indemnisable ; Application dans le temps de la loi du 4 mars 2002 ; Dualisme juridictionnel).
- **Note sous CAA de Lyon, 10 juin 2008, M. et Mme X. c. Centre hospitalier de Bourg-en-Bresse, n° 05LY01218, JCP A n° 15 du 6 avril 2009, chron. n° 2083, p. 31-33** (Responsabilité ; Laïcité ; Liberté religieuse ; Neutralité ; Obligation de secours ; Refus de soins ; Liberté individuelle).
- **« Renforcement de la politique nationale de lutte contre les risques infectieux liés aux soins », LPS n° 5, mars 2009, p. 4-5.**
- **« Le cadre juridique de l'action des bénévoles en établissement de santé », LPS n° 4, février 2009, p. 7-10.**
- **Note sous CE, 27 juin 2008, Société Coaching Industries, n° 299284, JCP A n° 48 du 24 novembre 2008, chron. n° 2272, p. 28-29** (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; Police sanitaire ; Droits de la défense).
- **« Secret et confidentialité en établissement de santé », Bulletin Juridique de la Santé Publique (BJSP) 2008, n° 113, p. 10-12.**
- **Note sous CAA de Douai, 10 janvier 2008, Mme H. et a., n°s 06DA01012 à 06DA01014, JCP A n° 28 du 7 juillet 2008, chron. n° 2169, p. 19-20** (Information et prévention sanitaire ; Responsabilité de l'État).
- **Note sous CAA de Paris, 13 février 2008, Mme Angelina C., n° 06PA02800, JCP A n° 28 du 7 juillet 2008, chron. n° 2169, p. 18-19** (Dossier médical ; Produits et éléments du corps humain).
- **« Est nul le licenciement fondé sur la dénonciation de faits de maltraitance », obs. sous Cass. soc., 26 septembre 2007, n° 06-40.039, BJSP 2008, n° 110, p. 13-14.**
- **« Retour sur la loi Leonetti relative aux droits des malades et à la fin de vie », BJSP 2007, n° 106, p. 10-12.**
- **« La Préparation du système de santé aux menaces sanitaires de grande ampleur », BJSP 2007, n° 105, p. 10-12.**
- **« La Politique nationale de lutte contre les infections nosocomiales », BJSP 2000, n° 25, p. 9-12.**
- **« À propos des poursuites pénales engagées à l'encontre d'un praticien pour la réutilisation d'un matériel à usage unique », commentaire sous Cass. crim., 29 juin 1999, L'Entreprise médicale du 18 décembre 2000, n° 207, p. 12-15.**
- **« L'hygiène hospitalière dans la lutte contre les infections nosocomiales », in *De l'Hôpital à l'établissement public de santé*, sous la dir. de Marie-Laure Moquet-Anger, Paris, 1998, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, p. 239-257.**

### 2.2.2. Droit administratif

- **« Quel droit pour la dématérialisation des procédures administratives ? », in *La dématérialisation des procédures administratives*, Paris, éd. Mare et Martin (à paraître 2017).**
- **« L'acte administratif obtenu par fraude. Acte créateur de droits précaires », AJDA 2014, n° 14, p. 782-789.**

- « **Quelle légitimité pour la nouvelle gouvernance universitaire ?** » in *La mutation de la gouvernance des universités en France et en Italie*, sous la dir. d'Emmanuel GUISELIN et d'Alessandro DI SCIASCIO, Naples, 2013, Editoriale Scientifica Napoli, coll. Persoci di diritto amministrativo, p. 73-96.

### 2.2.3. Droit constitutionnel – droit parlementaire

- « **Le Droit de pétition sous la Cinquième République** », *Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif* 2000, n° 1, p. 223-240.
- « **Peut-on croire en une re-parlementarisation du régime de la V<sup>e</sup> République ?** », *Les Petites affiches* n° 202 du 11 octobre 1999, p. 6-9.

## 2.3. Programmes de recherche et travaux collectifs

### 2.3.1. Programmes et projets de recherche

- **(2016-2018) Droit et Jeunesse**, Recherche exploratoire du Lab-LEX (EA 3150 – 3881 – 4251), sous la dir. de Nathalie Dedessus-Le Moustier, Dorothee Guérin, Cécile Hablot, Stéphanie Renard et François-Xavier Roux-Demare. Membre du comité scientifique, direction du groupe « droit public ».
- **(2014-2017) IDENSO (Identité et société)**, projet FAR pluridisciplinaire de l'Université Bretagne Sud. Membre du comité scientifique créé le 7 mai 2015 ; participation aux groupes de travail « Territoire » et « Marginalités et autonomie ».
- **(2014-2017) LITTORALG**, projet FAR pluridisciplinaire de l'Université Bretagne Sud. Participation au suivi des travaux en droit avec Laurence Molinero.
- (2015-2016) Avec Laurence MOLINERO, élaboration d'un **partenariat de recherche entre l'IREA (EA 4251) et le Syndicat départemental d'énergies du Morbihan (SDEM « Morbihan Energies »)** : montage d'un contrat de recherche sur la « Dimension juridique de la maîtrise de la production locale d'énergies renouvelables avec stockage » ; conception des volets juridiques du projet FLEXBAT : dossier de réponse à l'appel d'offre APREnergie de l'ADEME.

### 2.3.2. Pilotage et organisation de manifestations

- « **La filière Algues en Bretagne – Enjeux territoriaux et problématiques juridiques** », Journée d'étude Littoralg (projet tuteuré M1-M2 JCCT), le 14 novembre 2016, Faculté DSEG, Vannes (avec Laurence Molinero).
- « **La dématérialisation des procédures** » (projet tuteuré M2 JCCT), Journée d'étude de l'IREA, le 18 septembre 2015, Faculté DSEG, Vannes.
- « **Le droit de la fin de vie : aspects pénaux** », soirée de l'IREA du 20 octobre 2014, Faculté DSEG, Vannes.
- « **Le droit de la fin de vie : Quels enjeux ? Quelles perspectives** », soirée de l'IREA du 10 juin 2014, Faculté DSEG, Vannes.

### 2.3.3. Valorisation de la recherche

- « **Loi Claeys-Leonetti : Directives anticipées, sédation profonde continue** », conférence éthique multi-sites de l'AUB-Santé, le 8 décembre 2016.
- « Être conscient de sa mission et veiller au respect de ses obligations », dossier de l'Evènement formation n° 68 (juin 2010) de l'ANFH de Bretagne, p. 2.
- « **Limitation des traitements et directives anticipées** » (communication), conférence éthique multi-sites de l'AUB-Santé, le 27 janvier 2015 (St Grégoire et visio).
- « **Confidentialité, internet et objets connectés** » (animation), café éthique du CHBA organisé par Véronique Croizer (Formatrice IFSI Vannes), Vannes, le 5 mars 2015.
- « **Que dit la loi Leonetti ?** » (communication), introduction générale de la soirée de l'IREA : *Le droit de la fin de vie : quels enjeux ? quelles perspectives ?*, Faculté DSEG, Vannes, le 10 juin 2014.
- « **Les directives anticipées** » (communication) : soirée de l'IREA, *Le droit de la fin de vie : quels enjeux ? quelles perspectives ?*, Faculté DSEG, Vannes, le 10 juin 2014.
- « **Application de la législation sur les droits des malades et la fin de vie** » (communication), café éthique du CHBA, Vannes, le 17 février 2014.

- « **Autonomie du patient et qualité des soins** » (communication), Ateliers Éthiques du 14<sup>ème</sup> Congrès international de la Société de Néphrologie, Genève, le 3 octobre 2012.
- « **Les directives anticipées** » (communication), réunion pluridisciplinaire du Groupe de réflexion éthique de l'AUB-Santé, juin 2012.
- « **Le droit à l'information du patient : enjeux et difficultés** » (communication), réunion pluridisciplinaire « *Information du patient* » du Groupe de réflexion éthique de l'AUB-Santé, novembre 2010.
- « **La maltraitance : aspects juridiques** » (communication), réunion pluridisciplinaire « *Maltraitance* » du Groupe de réflexion éthique de l'AUB-Santé, octobre 2009.
- « **L'intervention des bénévoles en établissements de santé publics** » (communication), *Journée d'information et de sensibilisation des bénévoles* du Centre hospitalier du Pays de Morlaix, le 23 octobre 2008.
- « **Que dit la loi Léonetti ?** » (communication), réunions pluridisciplinaires « *Loi Léonetti-Soins intensifs* » du Groupe de réflexion éthique de l'AUB-Santé, printemps 2008 et automne 2009.
- « **L'accompagnement des personnes en fin de vie** » (communication), *Accompagner la fin de vie*, Conférence-débat organisée par le C.L.I.C. du Pays de Dinan, Dinan, le 20 octobre 2006.
- « **Questions-réponses sur les missions, pouvoirs et responsabilités du chef de service de néphrologie** », avec Maxence CORMIER (dossier), *L'Entreprise médicale*, juin 2000, 47 p.

### 3. Activités pédagogiques

---

#### 3.1. Parcours d'enseignement

|             |  |
|-------------|--|
| Depuis 2014 | <b>Maître de conférences en droit public</b> , Université Bretagne Sud.  |
| 2012-2014   | <b>Chargée d'enseignement et de recherche</b> contractuelle (LRU), Université Bretagne Sud.  |
| 2011-2012   | <b>Enseignante contractuelle</b> à l'Institut universitaire catholique de Rennes (ICR). Rectorat de Rennes et Université de Montpellier I. |
| 2007-2011   | <b>Enseignante vacataire</b> à l'ICR. Rectorat de Rennes et Université de Montpellier I.   |
| 2006-2011   | <b>Enseignante vacataire</b> à l'Université de Rennes I.   |
| 1998-2000   | <b>Attachée temporaire d'enseignement et de recherche</b> à la Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I.                       |
| 1995-1998   | <b>Allocataire de recherche et moniteur de l'Enseignement Supérieur</b> à la Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I.         |

#### 3.2. Cours magistraux

|                    |   |
|--------------------|---|
| <b>Depuis 2014</b> | <p><b>Contentieux administratif.</b> Licence 3. Université Bretagne Sud (51,75 HETD).</p> <p><b>Libertés fondamentales.</b> Licence 3. Université Bretagne Sud (90 HETD).</p> <p><b>Protection internationale et européenne des droits fondamentaux.</b> Master 1 droit public. Université Bretagne Sud (depuis 2015, avec Laurence Guyon, 15 HETD).</p> <p><b>Droit administratif approfondi.</b> Master 2 JCCT. Université Bretagne Sud (18 HETD).</p>  |
| <b>Avant 2014</b>  | <p><b>Institutions administratives.</b> Licence 1. Institut catholique de Rennes (2009-2012, 36 HETD).</p> <p><b>Introduction au droit public économique.</b> Licence 1. ICR (2009-2010, (36 HETD).</p> <p><b>Droit administratif général 2.</b> Licence 2. ICR (2010-2012, 54 HETD).</p> <p><b>Contentieux administratif.</b> Licence 3. Université de Bretagne Sud (2013-2014, 51,75 HETD) et Institut catholique de Rennes (2011-2012, 54 HETD).</p> <p><b>Libertés fondamentales.</b> Licence 3. Université de Bretagne Sud (2012-2014, 90 HETD).</p> <p><b>Bioéthique et droit de l'humain.</b> Master 1 droit et gestion de la santé. ICR / Université de Montpellier 1 (2011-2012).</p> <p><b>Droit des patients et usagers du système de santé.</b> Master 1 et 2 droit et gestion de la santé. ICR / Université de Montpellier 1 (2010-2012).</p> <p><b>Droit médical et des professions de santé.</b> Master 1 droit et gestion de la santé. ICR / Université de Montpellier 1 (2010-2012).</p> |

### 3.2. Travaux dirigés et conférences de méthode

- *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Licence 1. Université Bretagne Sud (2012-2014) et Rennes 1 (1995-1998).
- *Droit administratif général*. Licence 2. Institut catholique de Rennes (2007-2012) et Université de Rennes 1 (1999-2000) ; 4<sup>e</sup> année. IEP de Rennes (2008-2009).
- *Contentieux administratif*. Licence 3. Université de Bretagne Sud (2012-2013).
- *Droit administratif des biens*. Licence 3. ICR (2010-2011) et Université de Rennes 1 (1995-1998).
- *Droit des collectivités territoriales*. Master 1 droit public. Université de Bretagne Sud (2012-2014).
- *Droit des services publics*. Master 1 droit public. Université de Bretagne Sud (2012-2013).
- *Droit des patients et usagers du système de santé*. Master 1 droit et gestion de la santé. ICR / Université de Montpellier 1 (2010-2012).
- *Droit médical et des professions de santé*. Master 1 droit et gestion de la santé. ICR / Université de Montpellier 1 (2010-2012).
- *Droit de la santé*. Master 1 Droit, santé, protection sociale. Université de Rennes 1 (2006-2010).
- *Droit hospitalier*. Master 1 Droit, santé, protection sociale. Université de Rennes 1 (2006-2009)
- Préparation aux concours : « Les épreuves de note ». L3 et masters. Université de Bretagne Sud (2012-2014)

### 3.3. Principaux enseignements à destination d'étudiants non juristes

Université Bretagne Sud et IFPS de Vannes

*Introduction au droit et à la déontologie*. DU Préparation aux concours (depuis 2016, 24 HETD).

Université de Rennes 1 (Faculté de Droit) et EHESP

*Droits des patients*. DIU Droit et psychiatrie (2014-2016).

Institut de Formation en Soins Infirmiers de Vannes

*La Laïcité*. Licence 1 (depuis 2015, 3 HETD).

*La Responsabilité infirmière*. Licence 3. Semestre 6 (depuis 2013, 6 HETD).

Université de Rennes 1 (Faculté des Sciences économiques)

*Droit et organisation des pouvoirs publics*. CM Master 1 Administration générale et Master 1 Santé publique (2008-2011).

*Droit administratif général*. TD Licence 3 d'AES (2006-2007).

CNFPT. Antennes du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine

*Introduction au droit*. Préparation au concours interne d'attaché territorial (2009-2010).

*Institutions administratives*. Préparation au concours interne d'attaché territorial (2009-2010).

École des Hautes Études en Santé publique (ex-ENSP)

*L'ordre public sanitaire*. Génie sanitaire - Ingénieurs d'études sanitaires (2008 ; 2010).

*Santé et environnement*. Génie sanitaire - Ingénieurs d'études sanitaires (2010)

*Le service public*. Génie sanitaire - Ingénieurs d'études sanitaires (2008)

*Les règlements sanitaires départementaux*. Génie sanitaire - Ingénieurs d'études sanitaires (2008).

*La police administrative en matière sanitaire*. Génie sanitaire - Techniciens sanitaires statutaires (2012)

*La responsabilité de l'établissement public de santé à raison de ses activités médicales*. Formation des directeurs d'hôpitaux issus du tour extérieur (2009-2010) et Formation des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale (2009-2010).

Université de Rennes 1 (Faculté de médecine)

*Droit et santé*. Internes de santé publique du Grand Ouest (2007).

IPAG de Paris et Décision, Santé & Stratégie

*Responsabilités médicales et responsabilités des établissements de santé* (2006).

URIOPSS de Bretagne

*Droits des patients*. Formations continues cadres de santé (2006-2012).

### 3.4. Autres activités pédagogiques

#### 3.4.1. Jurys, encadrement de travaux et tutorat

|             |  |
|-------------|--|
| Depuis 2014 | <b>Encadrement de projets tuteurés, direction de mémoires de recherche et suivis de stages.</b> Master 1 droit public, master 1 droit privé et master 2 JCCT, Faculté DSEG, Université Bretagne Sud. |
| 2014        | <b>Simulations d'entretiens professionnels.</b> Master 2 JCCT, Faculté DSEG, Université Bretagne Sud.  |
| Depuis 2012 | <b>Jurys d'exposés-discussion.</b> Licence 3 et master 1 droit public. Faculté DSEG, Université Bretagne Sud.<br><b>Tutorat d'étudiants.</b> Licence 1. Faculté DSEG, Université de Bretagne Sud.    |
| Depuis 2010 | <b>Directions de mémoires de recherches.</b> Masters droit 1 et 2.   |
| Depuis 1997 | <b>Jurys de soutenance.</b> Master 1 et 2.   |

#### 3.4.2. Coordination et suivi des études

|             |  |
|-------------|--|
| Depuis 2014 | <b>Directrice de la licence 3 de droit.</b> Faculté DSEG, Université Bretagne Sud.   |
| 2010-2012   | <b>Coordinatrice des enseignements</b> juridiques délocalisés du master « Droit et gestion de la Santé » et animation des modules juridiques de la plateforme e-Learning du master « Droit et gestion de la Santé ». Université de Montpellier 1. Institut catholique de Rennes. |
| 1996-1998   | <b>Chef d'équipe des travaux dirigés</b> de droit constitutionnel. Licence 1. Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I.  |

## 4. Responsabilités administratives et collectives

---

### 4.1. Responsabilités universitaires

#### 4.1.1. Responsabilités institutionnelles

|             |   |
|-------------|---|
| Depuis 2016 | Membre élue de la <b>Commission Recherche</b> de l'Université Bretagne Sud.<br>Membre élue du <b>Conseil académique</b> , du <b>Conseil académique restreint</b> et du <b>Conseil académique restreint doublement paritaire</b> de l'Université Bretagne Sud.<br>Membre élue de la <b>Commission de discipline « personnels »</b> de l'Université Bretagne Sud.<br>Membre élue du <b>Conseil de faculté de l'UFR DSEG.</b> Université Bretagne Sud. |
| Depuis 2012 | Membre du <b>Conseil du département « droit »</b> de l'UFR DSEG. Université Bretagne Sud.   |

#### 4.1.2. Responsabilités scientifiques

|             |  |
|-------------|--|
| Depuis 2017 | <b>Responsable de l'axe « Vulnérabilité » du Lab-LEX</b> (site de Vannes EA 4251).   |
| 2015-2017   | <b>Membre du comité scientifique du projet IDENSO</b> (Identités et sociétés). Projet FAR Université Bretagne Sud (2014-2018).   |
| 2008-2010   | <b>Chargée de mission</b> du Laboratoire d'étude du droit public en charge des relations avec les éditions Weka. Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I. |
| 1998-2000   | <b>Suivi et gestion du fonds documentaire</b> du Laboratoire d'étude du droit public. Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I.                            |

#### 4.1.3. Responsabilités pédagogiques

|             |  |
|-------------|--|
| Depuis 2014 | <b>Directrice des études de la licence 3 de droit</b> Faculté DSEG. Université Bretagne Sud.   |
| 2014-2017   | <b>Membre du comité de préparation de la carte des formations</b> en droit (licence et master) pour le prochain plan quinquennal.<br><b>Membre du comité de préparation et de rédaction du dossier d'autoévaluation HCERES</b> de la licence de droit de la faculté DSEG, Université Bretagne Sud. |



- 2015-2016 **Participation à la mise en place de partenariats** entre le master Droit public/JCCT de la Faculté DSEG (Université de Bretagne-Sud) et des acteurs locaux : Association des Maires du Morbihan et Centre hospitalier de Bretagne-Atlantique.
- 2010-2012 **Coordination des enseignements juridiques délocalisés** et animation des modules juridiques de la plateforme e-Learning du master « Droit et gestion de la Santé ». ICR / Université de Montpellier 1.
- 1996-1998 **Direction des travaux dirigés** de droit constitutionnel de licence 1. Faculté de Droit et de Science politique de Rennes I

#### 4.1.4. Comités de sélection

- 2016 **Présidente de la commission de recrutement *ad hoc* ATER 02.** Université Bretagne Sud.
- 2015 **Membre de la commission de recrutement *ad hoc* ATER 02.** Université Bretagne Sud.  
**Membre du comité de sélection LRU 02 n° 888.** Université Bretagne Sud.

## 4.2. Activités extra universitaires

### 4.2.1. Responsabilités éditoriales

- 2008-2012 **Éditions Weka.**  
 Animation du site web Weka santé, en charge de la veille juridique.  
 Rédactrice en chef de la *Lettre des professionnels de santé* (revue mensuelle)
- 2004-2012 **Éditions Tissot** puis **Éditions Weka.**  
 Chroniques mensuelles : « Actualité en bref », « Au fil des textes et de la jurisprudence » (*Lettre des Professionnels de Santé*) ; « Panorama de l'actualité », « Questions pratiques », (*Bulletin Juridique de la Santé Publique*).

### 4.2.2. Activités connexes

- Depuis 2013 Membre du Comité de pilotage « Cercle éthique » du Centre hospitalier de Bretagne-Atlantique, Vannes (56).
- Depuis 2008 Membre du groupe de réflexion éthique de l'Association des Urémiques de Bretagne (AUB-Santé), Saint-Grégoire (35), en charge de la formation des personnels.
- 2009-2010 Membre comité d'éthique de la Polyclinique de Saint-Laurent, Rennes.